



**PRÉFET  
DE VAUCLUSE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction départementale de  
la protection des populations**

**Service Prévention des Risques Techniques**

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE  
autorisant la société MINERAL TEK à reprendre l'exploitation des installations  
précédemment exploitées par la société EXTRACTHIVE CERAMICS RECYCLING,  
sur la commune de SORGUES (84700)**

**LE PRÉFET DE VAUCLUSE  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR  
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE**

- VU** la Loi n° 2023-973 du 23 octobre 2023 relative à l'industrie verte et notamment son article 14-I-3° ;
- VU** le code de l'environnement - Livre V – Titre 1er et notamment son article R516-1 ;
- VU** le code des relations entre le public et l'administration ;
- VU** le décret du 14 février 2024 publié au Journal officiel du 15 février 2024, portant nomination de M. Thierry SUQUET, en qualité de préfet de Vaucluse ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 4 janvier 2019 autorisant le changement d'exploitant au bénéfice de la société EXTRACTHIVE CERAMICS RECYCLING des installations précédemment exploitées par la société LES ABRASIFS DU MIDI sur le site situé chemin de la Montagne à Sorgues (84700) ;
- VU** l'arrêté préfectoral complémentaire du 26 septembre 2019 modifiant l'arrêté préfectoral du 4 janvier 2019 autorisant le changement d'exploitant au profit de la société EXTRACTHIVE CERAMICS RECYCLING des installations précédemment exploitées par la société LES ABRASIFS DU MIDI sur le site situé chemin de la Montagne à Sorgues (84700) ;
- VU** le porter à connaissance du 31 août 2023 élaboré par le bureau d'étude ABH ENVIRONNEMENT pour le compte de la société EXTRACTHIVE CERAMICS RECYCLING relatif à l'état de la situation en matière de gestion des déchets hérités de la société LES ABRASIFS DU MIDI et à la mise à jour des garanties financières ;
- VU** l'ordonnance du 10 janvier 2024 du Tribunal de commerce d'Avignon actant la vente du fonds de commerce au profit de la société MINERALIS et tenant compte des engagements environnementaux pris par le repreneur ;

- VU** la demande de changement d'exploitant datée du 9 février 2024 transmise par la société MINERAL TEK ;
- VU** le rapport de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement en date du 15 avril 2024 ;
- VU** le projet d'arrêté préfectoral complémentaire autorisant la société MINERAL TEK à reprendre l'exploitation des installations précédemment exploitées par la société EXTRACTHIVE CERAMICS RECYCLING sur la commune de SORGUES (84700), porté à la connaissance de l'exploitant dans le cadre de la procédure contradictoire par courrier en date du 19 avril 2024 ;
- VU** l'absence d'observation de l'exploitant suite aux transmissions susmentionnées ;

**CONSIDÉRANT** que la société MINERAL TEK possède les capacités techniques et financières nécessaires à l'exploitation du site précédemment exploité par la société EXTRACTHIVE CERAMICS RECYCLING sis sur la commune de Sorgues ;

**CONSIDÉRANT** la présence sur le site de plus de 8 000 tonnes de déchets hérités de l'activité passée des ABRASIFS DU MIDI dont plus de 3 000 tonnes de déchets dangereux (disques / meules abrasifs agglomérés et déchets de zircone) et le coût total d'élimination des déchets estimé à plus de 1 million d'euros (1 000 000 €) ;

**CONSIDÉRANT** les engagements pris par le repreneur pour résorber cette situation et traduits dans son plan d'action environnemental ;

**CONSIDÉRANT** que l'arrêté préfectoral du 04 janvier 2019 délivré au bénéfice de la société EXTRACTHIVE CERAMICS RECYCLING autorise uniquement le traitement de déchets non dangereux et le broyage, concassage, criblage de déchets inertes (rubriques ICPE n° 2791 et 2515) ;

**CONSIDÉRANT** que la gestion des déchets présents sur le site est une priorité au regard des risques qu'ils font peser sur les enjeux définis par l'article L.511-1 du Code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** la hiérarchie des modes de traitement des déchets définie à l'article L.541-1 du Code de l'environnement dont l'élimination constitue la dernière solution que l'exploitant est tenu de respecter ;

**CONSIDÉRANT**, dans ces conditions particulières, qu'il est nécessaire de permettre au repreneur la gestion de l'ensemble des déchets actuellement présents sur le site de Sorgues. La société MINERAL TEK n'est pas autorisée à traiter des déchets dangereux autres que ceux actuellement présents sur le site ;

**CONSIDÉRANT** que l'échéance de fin avril 2024 figurant dans le plan d'action environnemental du repreneur doit être modifiée pour tenir compte du délai d'instruction de la demande de changement d'exploitant ;

**CONSIDÉRANT** les évolutions réglementaires récentes introduites par la Loi industrie verte supprimant l'obligation de constituer des garanties financières pour ce type d'activité ;

**CONSIDÉRANT** que les conditions sont remplies pour autoriser le changement d'exploitant sollicité par la société MINERAL TEK ;

**SUR** proposition de Monsieur le directeur départemental de la protection des populations ;

## **ARRÊTE**

### **ARTICLE 1<sup>er</sup> : Changement d'exploitant**

Les dispositions du chapitre 1.1 bénéficiaire et portée de l'autorisation de l'arrêté préfectoral du 4 janvier 2019 modifié sont remplacées par les dispositions suivantes :

« La société MINERAL TEK dont le siège social se situe au 1637, chemin de la Montagne à Sorgues (84700), ci-après dénommée « l'exploitant », est autorisée à reprendre les activités précédemment exercées par la société EXTRACTHIVE CERAMICS RECYCLING sur le site de son usine de recyclage de produits abrasifs et réfractaires située à la même adresse que le siège.

Tous les actes administratifs précédemment délivrés à la société EXTRACTHIVE CERAMICS RECYCLING pour le site de Sorgues et les obligations qui en découlent sont transférés à la société MINERAL TEK à compter de la date de signature du présent arrêté. »

### **ARTICLE 2 : Plan d'action environnemental**

L'exploitant est tenu de mettre en œuvre les actions définies ci-dessous concourant à la gestion des déchets présents sur le site à la date de la reprise des activités, selon le calendrier fixé :

À l'échéance de **fin juin 2024** :

- les déchets inertes appartenant aux clients sont repris par ces derniers ;
- les déchets de carbone appartenant à EXTRACTHIVE CERAMICS RECYCLING sont repris par cette dernière ;
- sous un délai de **6 mois** à compter de l'autorisation de changement d'exploitant :
  - toutes les meules stockées dans la partie boisée du site sont retirées pour être pesées, triées et stockées en partie haute de l'usine, dans des conditions permettant de prévenir toute pollution du milieu. L'exploitant met en œuvre les moyens de défense incendie adaptés durant les opérations de retrait des déchets de la partie boisée.
- sous un délai de **12 mois** à compter de l'autorisation de changement d'exploitant :
  - le stock de déchets présents sur le site est réduit uniquement aux matériaux négociables.

Pendant toute cette durée et jusqu'à la résorption de la situation, l'exploitant transmet mensuellement à l'inspection des installations classées (par courriel) un point d'étape des actions menées sur le mois écoulé (nature des déchets déplacés, traités, valorisés, éliminés, leur quantité en volume et en masse, les exutoires...).

### ARTICLE 3 : Voies et délais de recours

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction conformément aux dispositions des articles L. 171-11 et L. 514-6 du code de l'environnement.

Un recours peut être formé auprès du tribunal administratif de Nîmes - 16 avenue Feuchères - CS 88 010 - 30 941 NÎMES cedex 09 :

- Par les tiers intéressés dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage du présent arrêté ;
- Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique « Télérecours Citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Le présent arrêté préfectoral peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais sus-mentionnés.

### ARTICLE 4 : Publicité

En vue de l'information des tiers :

1. Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de la commune d'implantation du projet et peut y être consultée ;
2. Un extrait du présent arrêté est affiché à la mairie de la commune d'implantation du projet pendant une durée minimum d'un mois. *Procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;*
3. Le présent arrêté est publié sur le site internet de l'État en Vaucluse pendant une durée minimale de quatre mois.

### ARTICLE 5 : Exécution

La secrétaire générale de la préfecture, le maire de Sorgues, le directeur départemental de la protection des populations, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement PACA, le directeur départemental des territoires, le délégué départemental de Vaucluse de l'agence régionale de santé PACA, le directeur départemental des services d'incendie et de secours, le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Vaucluse, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à l'exploitant.

Avignon, le

07 JUIN 2024

Pour le préfet,  
La secrétaire générale,

Sabine ROUSSELY